Accusé de réception en préfecture
065-216504605-20260504-RAA2026102-06-AR
Date de télétransmission : 13/05/2026
Date de réception préfecture : 13/05/2026

Mairie de
Vic-en-Bigorre

ARRETE DE VOIRIE N° 2026-102-06
PORTANT PERMIS DE STATIONNEMENT ET DE CIRCULATION
23 rue Jeanne d'ALBRET

LE MAIRE

VU la demande en date du 30/04/2026 par laquelle l'entreprise VIGNOLO FRERES domiciliée 16 avenue de la Petite Vitesse, sollicite :

L'AUTORISATION DE STATIONNEMENT : **d'un engin manuscopic et d'un échafaudage au droit du 23 rue Jeanne d'Albret, du 1er juin 2026 au 1er juillet 2026 de 7 h à 18 h afin de procéder à des travaux de restauration de toiture.**

VU le code de la voirie routière,

VU le code général des collectivités territoriales,

VU la loi 82-213 du 02 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, modifiée et complétée par la loi 82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi 83-8 du 07 janvier 1983,

VU l'état des lieux,

ARRETE

ARTICLE 1 - Autorisation.

Le bénéficiaire est autorisé à occuper le domaine public comme énoncé dans sa demande en vue de la : **mise en place d'un engin manuscopic et d'un échafaudage sur une emprise de 9 ml de long, 5 ml de large au droit du 23 rue Jeanne d'Albret du 1er juin 2026 au 1er juillet 2026 de 7H00 à 18H00, afin de procéder à des travaux de restauration de toiture,** charge de se conformer aux dispositions des articles suivants :

ARTICLE 2 - Prescriptions techniques particulières.

Article 2.1 : circulation

La rue jeanne d'Albret sera fermée à la circulation du lundi au vendredi soir du 1er juin 2026 au 1er juillet 2026 de 7H à 18H.

La rue jeanne d'Albret sera réouverte à la circulation du vendredi soir au dimanche soir durant cette même période.

Article 2.2 : stationnement

L'installation ne doit en aucun cas entraver le libre écoulement des eaux sur la voie ou ses dépendances.

Publié le : 13/05/2026 17:30 (Europe/Paris)
Par : Mairie de Vic-en-Bigorre
https://www.mairie-vic-bigorre.fr/documents_administratifs/62582

Accusé de réception en préfecture
065-216501695-20260504-AR2026102-DE
Date de télétransmission : 13/05/2026
Date de réception préfecture : 13/05/2026

Le stationnement des véhicules sera interdit au droit du chantier, 23 rue Jeanne d'Arc et ou 1er juin 2026 au 1er juillet 2026.

ARTICLE 3 - Sécurité et signalisation de chantier.

Article 3.1 : signalisation et sécurité du chantier

Le bénéficiaire devra signaler son chantier conformément aux dispositions suivantes :

Le bénéficiaire aura la charge de la signalisation réglementaire de son chantier, de jour et de nuit, et sera responsable des accidents pouvant survenir par défaut ou insuffisance de cette signalisation. (AK 5 et signalisation lumineuse).
La signalisation sera conforme à la réglementation en vigueur à la date du présent arrêté.

Article 3.2 : signalisation et sécurité des piétons :

L'accès et le passage des piétons sur le trottoir au droit de l'immeuble seront interdits.
Les piétons seront déviés en sens opposés au chantier.

La signalisation piétons sera mise en place par deux panneaux piétons déviés en sens opposés, de part et d'autre du chantier.

L'entreprise chargée de l'exécution des travaux aura à sa charge la fourniture, la mise en place, l'entretien et le repliement de la signalisation.

ARTICLE 4 - Implantation ouverture de chantier et récolement.

Le bénéficiaire informera le signataire du présent arrêté ou son représentant 5 jours avant le début du stationnement afin de procéder à la vérification de l'implantation. Cette dernière est autorisée à compter du **1er juin 2026 à 7H00** comme précisée dans la demande.

ARTICLE 5 - Responsabilité.

Cette autorisation est délivrée à titre personnel et ne peut être cédée.
Son titulaire est responsable tant vis-à-vis de la collectivité représentée par le signataire que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de la réalisation de ses travaux ou de l'installation de ses biens mobiliers.
Dans le cas où l'exécution de l'autorisation ne serait pas conforme aux prescriptions techniques définies précédemment, le bénéficiaire sera mis en demeure de remédier aux malfaçons, dans un délai au terme duquel le gestionnaire de la voirie se substituera à lui. Les frais de cette intervention seront à la charge du bénéficiaire et récupérés par l'administration comme en matière de contributions directes.
Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Le délai de garantie est sans objet.

ARTICLE 6 - Formalités d'urbanisme.

Le présent arrêté ne dispense pas le bénéficiaire de procéder, si nécessaire, aux formalités d'urbanisme prévues par le code de l'urbanisme notamment dans ses articles L421-1 et suivants.

Publié le : 13/05/2026 17:30 (Europe/Paris)
Par : Mairie de Vic-en-Bigorre
https://www.mairie-vic-bigorre.fr/documents_administratifs/62582

Accusé de réception en préfecture
065-216504605-20260504-RAA2026102-06-AR
Date de télétransmission : 13/05/2026
Date de réception préfecture : 13/05/2026

ARTICLE 7 - Validité et renouvellement de l'arrêté remise en état des lieux

La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable, et ne confère aucun droit réel à son titulaire : elle peut être retirée à tout moment pour des raisons de gestion de voirie sans qu'il puisse résulter, pour ce dernier, de droit à indemnité.
Elle est consentie, en ce qui concerne l'occupation de la dépendance domaniale pour une durée de 31 jours (soit du 1er juin 2026 au 1er juillet 2026).

En cas de révocation de l'autorisation ou au terme de sa validité en cas de non renouvellement, son bénéficiaire sera tenu, si les circonstances l'exigent, de remettre les lieux dans leur état primitif dans le délai d'un mois à compter de la révocation ou du terme de l'autorisation. Passé ce délai, en cas d'inexécution, procès-verbal sera dressé à son encontre, et la remise en état des lieux sera exécutée d'office aux frais du bénéficiaire de la présente autorisation.

ARTICLE 8 - Le présent arrêté sera publié sur le site internet de la ville de Vic-en-Bigorre conformément à la réglementation en vigueur.

ARTICLE 9 : Recours
Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Pau, ou sur le site www.télérecours.fr, dans un délai de deux mois à compter de son affichage ou de sa publication.

ARTICLE 10 : Publication

Ampliation du présent arrêté sera adressée à :
M. le Commandant de la Brigade de Gendarmerie ;
M. Le Directeur du SDIS – Centre de Secours de Vic-en-Bigorre

Fait à VIC-EN-BIGORRE,
le 4 mai 2026

Par délégation du Maire
Le Directeur des Services Techniques
Romain LAGRANGE



Publié le : 13/05/2026 17:30 (Europe/Paris)
Par : Mairie de Vic-en-Bigorre
https://www.mairie-vic-bigorre.fr/documents_administratifs/62582